

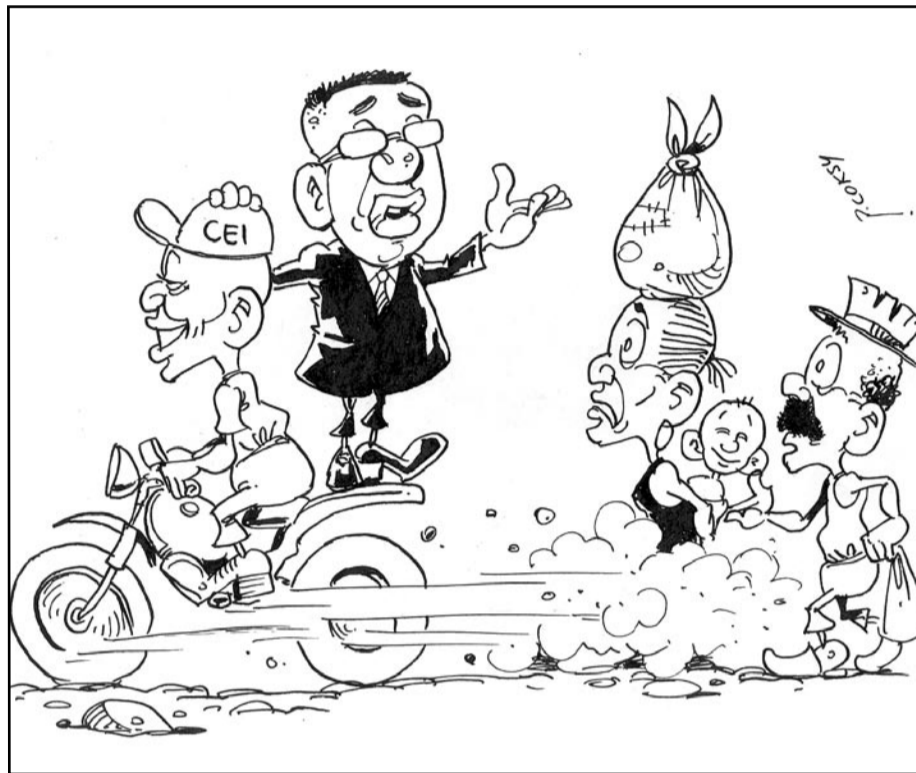
La CEI déclenche la campagne de sensibilisation électorale

Le président de la Commission électorale indépendante (CEI), l'abbé Apollinaire Malumalu, a lancé officiellement, jeudi 13 avril à la Foire internationale de Kinshasa (FIKIN), la campagne nationale de sensibilisation électorale. Se fondant sur la pluie de critiques essuyées au lendemain du référendum constitutionnel et consciente de la nécessité d'une sensibilisation tous azimuts, la CEI croit, par cette campagne, changer son fusil d'épaule.

Le président de cette institution veut, cette fois, atteindre chaque Congolais, où qu'il réside. "La meilleure manière de faire honneur aux 4 millions de Congolais qui ont succombé et à tous ceux qui ont expérimenté des privations reste la tenue des élections équitables", a affirmé Malumalu. D'où, l'appel lancé à tous les Congolais pour qu'ils puissent s'approprier le processus électoral.

"Une élection libre et juste n'est pas seulement le fait de déposer le bulletin dans l'urne, mais aussi de voir clair sur l'ensemble du processus", a-t-il déclaré pour éveiller "quiconque émet encore des doutes, car le temps des élections est irréversible".

«Une priorité des priorités»
Pour la CEI, la sensibilisation électorale constitue aujourd'hui «une priorité des priorités», et l'éducation électorale l'épine dorsale de la campagne en cours. C'est dans ce cadre que l'abbé-président invite les Congolais



de toutes les couches sociales, et, particulièrement, les acteurs mobilisés pour cette campagne "à ne pas perdre de temps à des débats dépassés", mais à contribuer surtout à la meilleure compréhension des procédures.

L'abbé Malumalu convie les vulgarisateurs impliqués dans la campagne de sensibilisation à orienter davantage l'électorat vers une maîtrise des opérations, de sorte que la mobilisation soit totale lors des opérations de vote.

Journées «portes-ouvertes»
Le lancement de cette campagne a marqué le début de trois journées «portes-ouvertes», initiées par la CEI précisément du 12 au 15 avril, pour permettre au public de comprendre l'armada qu'elle met au service de la sensibilisation au travers de ses partenaires, les Acteurs non étatiques (Ane), qui ont aménagé des stands dans la salle des conférences de la Fikin.

Les plus en vue ont été ceux de la Coordination des actions pour la réussite de la Transition de l'Eglise Catholique (Cartec), de l'Unité de production des programmes d'éducation civique (Upec), de Fonds des Nations Unies pour la femme (Unifem), de la Coopération canadienne et belge...

D'autres acteurs spécialisés dans le domaine des scrutins ont aussi répondu au rendez-vous, à savoir : le Réseau national de l'observation et de la surveillan-

ce des élections au Congo (Renosec), le Réseau d'éducation civique au Congo (Recic), Electoral institute of Southern Africa (Eisa), le Réseau d'organisation des droits humains et d'éducation civique d'inspiration chrétienne (Rodheic), le Centre d'études pour l'action sociale (Cepas), La Maison des élections, la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (Monuc).

D'autres structures telles que la Coordination internationale catholique de l'aide contre le sida (Cordaid) et la Synergie Elimu du Kivu ont tenu également à être présentes à la Fikin et à jouer un rôle déterminant durant cette phase de sensibilisation.

Des slogans formulés dans les langues du pays

La campagne déclenchée se fera dans toutes les langues officielles de la RDC pour atteindre les différentes couches de la population. Sur des millions d'affiches imprimées, les slogans de cette campagne sautent aux yeux: "Banso pona maponami", "Beto nionso samu na kuponama ya pualele mpe ya ki dimocratia", "Vote pamoja kwa uchaguzi", ou "Bonso pamwe bua masugula a budikadile, a patoke ne a mungalata" traduisent respectivement en lingala, en kikongo, en swahili et en tshiluba un message-clef: "Tous pour des élections libres, transparentes et démocratiques".

Les partenaires de la CEI ont mis à contribution plusieurs outils

de sensibilisation dont les boîtes à images, conçues en majeure partie par la Cartec, les manuels et d'autres supports audio-visuels, tels que les CDROM et les cassettes audio et vidéo conçues par l'Upec.

Les acteurs non étatiques, au travers de leur représentante, Claudine Tayaye, se sont donné pour objectif d'aider le peuple à interioriser les élections comme unique voie de salut pour un pays dit "scandale géologique". Ils ont sollicité le soutien de la Communauté internationale que le directeur de la Division électorale de la Monuc, Ali Diabate, n'a pas rejeté. Pour Diabate, l'Onu a mis en œuvre une stratégie d'appui à la CEI et auprès des Ane en quatre volets, notamment la sensibilisation, l'éducation civique, la formation électorale ainsi que la mobilisation des ressources.

Remise des outils

L'abbé Apollinaire Malumalu a profité de la cérémonie pour remettre officiellement des outils de sensibilisation électorale aux Ane. Sans attendre des matériels de la part des donateurs, les artistes musiciens et comédiens ont jugé le moment propice pour commencer déjà à vulgariser les notions électorales.

La troupe «Les Bejarts», en l'occurrence, a captivé l'attention du public à travers une représentation sur le vote, considéré comme «le seul moyen de conquérir le pouvoir». Pour sa part, Aimée Dikitele, vedette de la musique chrétienne, a emballé la foule par ses chansons ayant trait aux élections.

Les journées «portes-ouvertes» ont développé différents sujets relatifs à la sensibilisation électorale. La cérémonie d'ouverture a été marquée par une caravane motorisée sur les principales artères de la capitale.

Emmanuel MAKILA

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans notre dernière édition (n°27 de la semaine du 10 au 16 avril 2006). Dans l'article intitulé «Candidature: l'Etienne Tshisekedi que personne n'attendait», publié à la page 2, nous avons noté que le candidat indépendant est allé déposer son dossier le 2 mars 2006. Il faudra plutôt retenir que ce dépôt est intervenu le 2 avril au Bureau de réception et de traitement des candidatures (BRTC) de Kinshasa. Nous présentons, pour ce faire, nos excuses à nos lecteurs.

La rédaction

Sommaire

■ Campagne électorale : zoom sur les pièges à éviterP. 2

■ Herbert Brown : «Le NDI aide les partis politiques à bien présenter leurs projets de société».....P. 3

■ Kivu : des politiciens manipulent les étudiants pour se faire élireP. 4

A chaud

Les commissions «Justice et paix» s'insurgent contre les entraves au processus électoral



Des responsables des commissions «Justice et paix» de Bunia, Kindu, Tshumbe, Popokabaka et Basankusu ont échangé avec la Société civile de Kinshasa sur les enjeux électoraux en RDC. Cette rencontre, tenue le 8 avril dernier, sous la supervision du chargé de sensibilisation de la Mission onusienne au Congo (Monuc), a eu lieu à la salle paroissiale Notre Dame de Fatima de Kinshasa.

Le coordonnateur diocésain de la Commission «Justice et paix» du diocèse de Bunia, en Province Orientale, l'abbé Alfred Buju, a émis des craintes sur l'aboutissement du processus électoral et de la transi-

tion. Analysant le contexte de l'Ituri à la veille des échéances électorales, il a fait part de ses inquiétudes sur les milices qui restent toujours actives dans cette partie du pays.

«Les mouvements antagonistes d'hier, affirme-t-il, se sont regroupés en MRC (Mouvement des révolutionnaires congolais) et attaquent, de temps en temps, la population. De même, les troupes régulières basées en Ituri commettent des exactions sur la population.»

«La découverte du pétrole et d'une réserve d'or à Mongbwalu, indique le prêtre catholique, seraient la base des convoitises entre différents groupes. Malgré le processus de brassage de l'armée, il y a encore des armées dans l'armée en Ituri.

Nous risquons d'aller aux élections avec ces milices, ce qui ne changera pas grand' chose après».

Engagement de l'Eglise

L'abbé Nestor Salumu du diocèse de Kindu a, pour sa part, expliqué l'engagement actuel de l'Eglise catholique dans la sensibilisation et l'éducation de la base en matière électorale. Il a, en outre, évoqué les défis pour la tenue de bonnes élections, à savoir : la réduction de la pauvreté des populations, la culture politique des acteurs, etc.

Abondant dans le même sens, l'abbé Dieudonné Eluo, vicaire épiscopal et directeur de la commission «Justice et paix» de Basankusu (Equateur), a soutenu que la sensibilisation et l'éducation des masses faites par l'Eglise catholique ne visent pas seulement les membres des CEVB (Communautés ecclésiales vivantes de base), mais aussi tout Congolais - quelle que soit son appartenance religieuse - qui réside dans le même milieu que ces fidèles catholiques.

De son côté, Bonaventure Bulemba, laïc du diocèse de Popokabaka (Bandundu), a expliqué le climat qui règne dans sa contrée avant les élections. Selon lui, les habitants du Kwango sont très divisés sur le choix à porter sur les «venants» et les «natifs».

Les candidats aux élections en provenance de Kinshasa, explique-t-il, sont qualifiés de «venants», tandis que ceux vivant sur place sont appelés «natifs», parce qu'ils sem-

blent connaître les vrais problèmes du milieu.

Des politiciens kinois dans le collimateur

Bonaventure Bulemba accuse des politiciens kinois originaires de Popokabaka de recourir à «la mauvaise politique» consistant à diviser pour mieux régner dans le Kwango. L'intervenant a émis aussi des critiques contre la Commission électorale indépendante (CEI) qui ne semble pas, selon lui, «tenir compte des spécificités de terrain».

Il invite cette institution citoyenne à rapprocher les bureaux de vote pour que ne se répètent les scènes observées lors des opérations d'inscription des électeurs et durant le référendum constitutionnel. Bonaventure Bulemba suggère également à la CEI d'associer des «structures fiables» pour l'exécution de certaines tâches, telle que la sensibilisation. Il estime que les diocèses sont mieux placés, parce qu'ils sont plus près de la population.

L'abbé Alain Lomandja du diocèse de Tshumbe (Kasaï oriental) a déploré, quant à lui, le travail peu professionnel abattu par les radios communautaires du Sankuru «qui échappent à la régulation».

Les autorités, souligne-t-il, devront faire en sorte qu'il y ait au moins un journaliste professionnel dans chacune des radios, pour éviter des dérapages pendant la campagne et garantir la suite du processus électoral.

Alain KABONGO

A savoir

Campagne électorale : des pièges à éviter

La campagne électorale va bientôt démarrer. Pour contrer toute dérive, la loi du 9 mars 2006 portant organisation des élections a prévu une série de sanctions. Ci-dessous, nous publions les grandes lignes de ces dispositions.

■ Les réunions électorales se tiennent librement sur l'ensemble du pays, mais il est obligatoire d'aviser par une Déclaration écrite, au moins 24 heures à l'avance, l'autorité compétente locale qui en prend acte.

■ Toute participation active à des manifestations politiques est interdite aux agents et fonctionnaires de l'Etat, aux magistrats, aux membres de l'armée, de la police et des services de sécurité. Il leur est également interdit d'apposer des affiches ou de distribuer des manifestes électoraux.

Tout affichage est interdit sur les édifices publics

■ L'utilisation des biens, des finances et du personnel publics ou des sociétés d'économie mixte à des fins de propagande électorale est punie de radiation de la candidature, ou de l'annulation de la liste du parti politique dont le candidat s'en rend coupable.

■ Quiconque se livre à la campagne électorale en dehors de la pé-



riode légale est puni d'une amende de 10.000 à 50.000 Fc.

■ Quiconque tente d'entraver toute manifestation ou expression d'opinions pendant la campagne électorale est puni d'une servitude pénale principale (SPP) de 12 mois au maximum et d'une amende de 50.000 à 100.000 Fc.

■ Tout affichage est interdit sur les édifices publics.

Jour du scrutin

■ Il est interdit de distribuer, le jour du scrutin, des documents de propagande.

■ Le port des habits avec motifs, couleurs ou logo des partis politiques et effigies de leurs présidents sur les lieux de vote est interdit.

■ Est puni d'une SPP de 7 jours et d'une amende ne dépassant pas 20.000 Fc, ou de l'une de ces peines seulement, toute personne qui, sur les lieux d'un bureau de vote :

- fait connaître l'option en faveur de laquelle elle se propose de voter ou pour laquelle elle a voté ;
- cherche à connaître l'option des autres ;
- communique l'option des autres.

■ Il est interdit aux témoins et aux observateurs de battre campagne ou de porter tout signe partisan le jour du scrutin.

■ Quiconque, n'étant pas accrédité, aura pénétré dans les lieux de vote ou de dépouillement pendant les opérations, en sera immédiatement expulsé.

En cas de résistance ou de récidive, il sera puni d'une SPP de 10 à 30 jours et d'une amende de 10.000 à 20.000 Fc, ou de l'une de ces peines seulement.

Pas de fraude lors du vote

■ Est puni d'une SPP de 12 mois et d'une amende de 50.000 à 100.000 Fc toute personne qui :

- vote ou se présente pour voter sous le nom d'un autre électeur ;
- vote sans en avoir le droit.

■ Voter ou tenter de voter plus d'une fois est passible d'une SPP d'un mois et d'une amende de 50.000 à 100.000 Fc.

En outre, l'auteur encourt la privation de ses droits politiques pour une durée de six ans.

■ La contrefaçon des bulletins de vote est punie, comme faux en écritures, de la SPP prévue par le Code pénal et d'une amende de 100.000 à 250.000 Fc.

Ben-Clet KANKONDE DAMBU

À cœur ouvert

Herbert Brown : «Le NDI aide les partis politiques à bien présenter leurs projets de société»

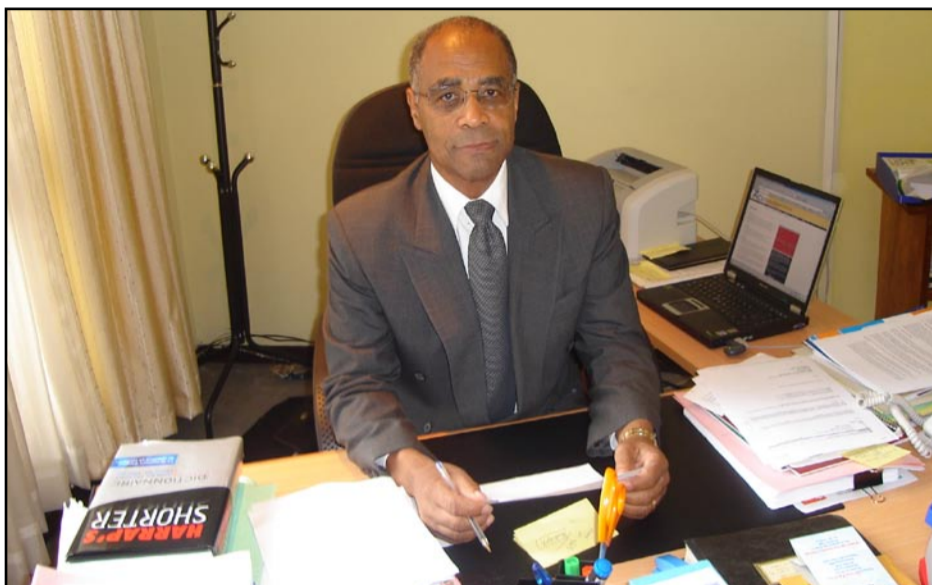
Américain, diplomate en retraite, Herbert Brown est le tout nouveau Directeur résident du National Democratic Institute (NDI) en République démocratique du Congo. Nommé depuis deux mois, installé à Kinshasa, il suit avec beaucoup d'intérêt le processus électoral en cours dans ce pays où son institution opère voici cinq ans.

Herbert Brown, quels genres d'activités mène NDI en RDC ?

Nous travaillons avec des partis politiques. Ils sont indispensables pour la démocratie. Nous les appuyons par des formations pour leur permettre d'améliorer leur organisation interne, et cela dans un esprit non partisan. Nous ne les finançons pas, car ce n'est pas dans notre mandat. Notre apport se limite à la formation, mais également à donner aux acteurs politiques l'opportunité d'échanger leurs points de vues.

Quel est l'apport de NDI au processus électoral en cours ?

Nous dispensons beaucoup de formations pour accroître les capacités des partis politiques face aux échéances électorales. Nous organisons des forums à leur profit pour leur permettre de bien présenter



Optimiste, Herbert Brown tient au succès du processus électoral en RDC.

leurs projets de société et d'autres messages destinés à la population. Mais, notre formation ne garantit pas le succès final aux élections ! Tout dépend des efforts de ces partis. Un parti politique, c'est d'abord une bonne structure qui élabore un bon programme qu'on peut présenter à la population... C'est pourquoi nous nous adressons aussi aux organisations membres de la Société civile. Nous sensibilisons également les femmes que nous aidons à bien percevoir les messages des partis politiques. Récemment, nous

avons organisé un séminaire sur les coalitions politiques en perspective des élections. Nous avons fait venir un spécialiste qui a formé les participants, notamment en matière de sélection des candidats. Il a partagé ses expériences avec les acteurs des partis politiques sur les stratégies et méthodes pour sélectionner des bons candidats qui seront bien positionnés pour gagner les scrutins.

Vous venez d'organiser deux journées de réflexion avec les

acteurs politiques congolais. De quoi s'est-il agi exactement ?

Nous avons organisé, du 10 au 11 avril derniers, un séminaire pour préparer les partis politiques au processus électoral. NDI a invité deux experts, une Béninoise et un Sénégalais, pour partager leurs expériences sur la manière de développer des messages et des projets de société. Il y a eu un débat. L'un des objectifs de ce séminaire était de montrer aux leaders des partis politiques les stratégies et méthodes pour identifier les besoins précis de la population. Il fallait, par la suite, élaborer des propositions de solution et les formuler sous forme de messages politiques à faire passer de manière convaincante. Les participants ont appris comment formuler un message réaliste, cohérent et efficace conforme aux attentes de la population.

Comment appréciez-vous le déroulement du processus électoral ?

Je n'ai pas de commentaires directs sur ce processus électoral. Mais, j'aimerais vous dire que, depuis mon premier jour ici, je me sens comme à la maison. Je suis ce processus électoral avec intérêt. J'espère que tout va bien se passer.

*Propos recueillis par
Athanase MASSIKINI
et Yves KALIKAT*

Micro baladeurs

Que pensez-vous des élections sans l'UDPS ?

Jean Mbiya, commerçant, Kinshasa

Je crois qu'il faut être sincère. Les textes stipulent que les élections seront libres, démocratiques et inclusives. Il faut se départir de tout sentimentalisme et veiller



à l'application de chacun de ces prescrits. Etienne Tshisekedi incarne la lutte pour la démocratie dans la non violence. L'exclure serait dangereux pour la suite du processus et pour le pays.

Yvette Lokombe, étudiante, Kalamu

Etienne Tshisekedi a déçu le peuple qui a placé sa confiance en lui. Dès les années 90, il a refusé d'exercer le pouvoir. Il agit plus par passion que pour des raisons rationnelles. C'est ainsi qu'il n'a pas pu collaborer avec feu le professeur Lihau, Kibassa Maliba et autres. Il pêche par sa prétention de faire la politique en homme



ment de la démocratie en RDC. Sa participation serait une assurance, une garantie de la transparence de toutes ces élections.

Philomène Mushiya, ménagère, Gombe



seul. En s'excluant de ce processus électoral, il signe sa mise en retraite politique.

Jeff Kitamoyo, cambiste, Lingwala

Les élections dans notre pays sans l'UDPS d'Etienne Tshisekedi seraient désagréables à l'oreille tant des nationaux que des étrangers. Malgré ses erreurs, ce leader politique devrait y participer pour qu'il y ait une certaine harmonie. Il est le plus vieux combattant, celui qui a beaucoup lutté pour l'avène-



Ça ne peut pas nous arranger. Etienne Tshisekedi doit prendre part aux élections. Etant un vrai Congolais, un nationaliste, il peut mieux prendre en compte les problèmes du peuple congolais.

Alphonse Luzayamo, agent à l'Office national du tourisme, Kinshasa

Il est maintenant évident que les élections auront bel et bien lieu sans Etienne Tshisekedi. Il s'est auto-exclu. Il n'a qu'à s'en prendre à lui-même. J'ai l'impression que le leader de l'UDPS n'aime pas le



pouvoir. Je ne sais en quoi il est homme politique.

Héléne Mavungu, vendeuse, Barumbu

Nous aurions bien voulu que le leader de l'UDPS participe aux élections et accède, enfin, au pouvoir pour récompenser toutes ses années de lutte. Je ne sais par quelle volonté il serait exclu du



processus actuel. Si cela vient de lui, c'est une grave erreur. Le peuple, dont il représente les espoirs, le lui pardonnerait difficilement.

*Propos recueillis à Kinshasa par
Jeanne MBANGA*

Kivu : des politiciens manipulent les étudiants pour se faire élire

Au Kivu, pour s'assurer des voix des étudiants aux prochaines élections, les hommes politiques sèment la zizanie en jouant sur la fibre tribale et s'adonnent à la distribution des billets de banque dans les milieux universitaires. Récemment, les autorités ont dû intervenir pour arrêter des bagarres dans les institutions.

Au début de ce mois d'avril, le ministre congolais de l'Enseignement supérieur, universitaire et de la recherche scientifique a signé un arrêté suspendant les conseils d'administration de l'Institut supérieur de développement rural (ISDR) et de l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM) de Bukavu.

La plus grande pagaille règne, en effet, dans ces institutions comme dans d'autres. Elle se traduit par des bagarres et des perturbations sur la voie publique. En toile de fond, la manipulation de certains politiciens qui opposent les étudiants en usant de leurs appartenances ethno-tribales lors des élections au poste de porte-parole de ces établissements. Ce fut le cas à l'ISDR et à l'ISTM, en février et mars derniers. Les cours ont été perturbés durant plus de deux semaines.

Acheter les voix

Suspendu, le Directeur général de l'ISDR, Dr Martin Bitijula, tâche d'éclairer l'opinion : « Ces jeunes gens se laissent facilement bernier par l'argent et les promesses fallacieuses des politiciens, oubliant qu'ils sont venus étudier et non faire de la politique. Finalement, ils ne voient pas qu'ils risquent de servir de marchepied à ces hommes qui ne se souviendront plus d'eux une fois au pouvoir ».

« Il suffit de voir comment toute autorité ou futur candidat, de passage à Bukavu, distribue de l'argent aux étudiants et fait tout pour que ceux de sa tribu soient désignés porte-paroles des étudiants dans les campus », raconte Éric Kasuku, Secrétaire général académique de cet institut, également frappé par la mesure de suspension du ministre. « Ces hommes politiques, poursuit-il, espèrent que les porte-paroles désignés pourront mobiliser beaucoup d'étudiants en leur faveur au moment des élections. »

De fait, à chaque fois qu'un futur candidat aux prochains scrutins est de passage dans la ville, des étudiants, qui ont habituellement du mal à payer leurs frais académiques ou même à se nourrir sur le campus, disposent brusquement de beaucoup d'argent, louent des motos et des voitures pour organiser des carnivals motorisés, achètent de nouveaux habits et font la



fête pendant des journées et des nuits entières.

Et pourtant, souligne le psychologue Alexis Kangwene, « l'université est un lieu d'excellence et non de distraction. Où allons-nous si les jeunes commencent à se battre et à se désolidariser les uns des autres pour un simple poste de porte-parole qui, d'ailleurs, ne dure qu'une année, deux ans tout au plus ? ». Le vieux Chrysostome Paluku se pose la même question : « Nous les parents, nous nous saignons aux quatre veines pour faire étudier les enfants. Au lieu de s'adonner aux études, ils perdent l'essentiel de leur temps à se chamailler pour de passagères futilités politiciennes ».

Dangereuses dérives tribales

Le plus dangereux, souligne un autre observateur, c'est que l'on joue sur la fibre tribale. En mars dernier, la police a dû intervenir à l'Université libre des pays des Grands Lacs de Goma, au Nord-Kivu, après que les étudiants se soient farouchement battus pour imposer le porte-parole issu de leur tribu. Différentes factions s'étaient retrouvées face à face, les uns se disant originaires de la province, traitant les autres de « Bakuyakuya » (nouveaux arrivants, intrus).

Les autorités politiques et militaires de la province ont rapide-

ment remis de l'ordre en suspendant les élections du porte-parole, ce qu'avait fait un peu auparavant le gouverneur du Sud-Kivu, Déogratias Buhambahamba, dans sa province.

Depuis lors, ce sont les chefs de promotion qui s'occupent des affaires courantes sur le campus ou, en cas de besoin, des pourparlers avec les dirigeants de leur institut ou les différentes autorités. « Pareil cas n'arrivera jamais ni à l'Université catholique de Bukavu, ni à l'Université évangélique en Afrique », explique le chef de travaux Aloïs Barhalibirhu.

« Nos étudiants, assurent-ils, savent bien que ni les prêtres, ni les protestants, ne rigolent avec la discipline et ils se le tiennent pour dit. Sinon, ils sont chassés purement et simplement, sans aucun espoir de renouveler un jour leur inscription dans ces établissements. »

Déo NAMUJIMBO et John KADJUNGA
InterCongo media/Syfia

Brèves

Une sélection de
Yvette MBUYI

■ **Katanga.** La participation massive des Congolais aux scrutins qui pointent à l'horizon préoccupe l'autorité provinciale. Profitant d'un meeting populaire, le gouverneur Urbain Kisula Ngoy a exhorté les habitants de Pweto et de Kasenga à se rendre nombreux aux urnes pour choisir les dirigeants qu'ils désirent. D'après le gouverneur du Katanga, ce sera l'occasion de voter pour « l'homme capable de défendre valablement les aspirations du peuple congolais et de mettre fin à sa souffrance ».

■ **Bas-Congo.** La vulgarisation de la Loi électorale a été au centre d'une journée de réflexion tenue début avril à Inga, dans la province du Bas-Congo. Organisée par l'observatoire « Paix et droits de l'homme », cette rencontre avait pour objectif d'aider la population de cette cité à mieux connaître les différentes opérations électorales.

KATANGA

Kasumbalesa : la parité homme - femme ne fait pas l'unanimité !

Dans le sud-est du Katanga, des organisations féminines battent campagne pour le respect du principe de la parité homme-femme lors des prochaines élections. Mais elles doivent faire face à de nombreux défis...

A Kasumbalesa, important poste douanier de la RDC, situé à la frontière avec la Zambie, à 90 km au Sud de Lubumbashi, le débat sur le principe de la parité homme - femme consacrée dans la nouvelle Constitution ne soulève guère d'enthousiasme.

Si le concept est bien accueilli par les femmes instruites des villes, celles vivant en milieux ruraux, par contre, n'en saisissent pas le bien fondé. « Les femmes des campagnes n'y comprennent pas grand chose », avoue Madeleine Mwape, institutrice dans une école catholique de Kasumbalesa.

A l'approche des élections, les femmes de ce coin du pays ont très

peu de chance d'être élues, pour respecter le principe de parité. « Dans le territoire de Sakania, nous avons déjà un embarras de choix entre candidats hommes », fait remarquer Léandrine Mwanza, une sage femme d'un centre de santé du village de Nkombo, à 10 km de Kasumbalesa.

« Que vaudront les candidatures des femmes face aux leaders charismatiques de la contrée ? », interroge-t-elle.

Des obstacles à surmonter

Les organisations féminines de Kasumbalesa et ses environs battent pourtant campagne pour l'élection d'une femme au niveau du territoire de Sakania, et occuper un grand nombre de sièges aux conseils du territoire et des collectivités. Mais elles doivent affronter des obstacles comme les coutumes locales, l'analphabétisme des femmes et le phénomène d'exode rural.

« Par égoïsme, les hommes estiment que la femme doit se taire dans une assemblée », se plaignent les responsables de ces organisations.

A propos de l'exode rural, Anne-Marie Kimpinde de la cité minière de Musoshi estime que les jeunes femmes qui choisissent de vivre en ville n'ont pas la chance de se faire élire dans leurs collectivités et territoires d'origine. « Elles y sont très peu connues », dit-elle.

Selon Sidonie Kyulu de la localité de Lumata, un centre de négoce sur l'axe Lubumbashi-Kasumbalesa, il faudrait y aller par étape. « Une initiation à la culture parlementaire à partir de la base s'avère indispensable par l'occupation des sièges au niveau de conseil local, avant de briguer la représentation des femmes dans les institutions provinciales ou nationales », conseille-t-elle.

Hubert MBUYU MWANZA
InterCongo media/Syfia

Journal du Citoyen

Supplément indépendant
d'informations électorales

1^{er} niveau, Immeuble SOMIP
Avenue du Commerce n° 34
Kinshasa/Gombe

e-mail : journalducitoyen@yahoo.fr
© 081- 0123090

■ Projet de la Haute Autorité des Médias, financé par DFID, la DGCD, l'APEFE et l'ACDI; en partenariat avec l'Institut PANOS Paris et l'APEFE

■ Le « JDC » est envoyé en province avec l'appui logistique de la MONUC

Directeur de rédaction

Philippe DE BOECK

Rédacteur en chef

Yves KALIKAT

Gestion et Comptabilité

Sylvie KOKOKANI

Pigistes (Kinshasa)

Athanase MASIKINI (APA)

Ben-Clet KANKONDE (Le Potentiel)

Yvette MBUYI (La Tempête des Tropiques)

Alain KABONGO (Le Phare)

Jeanne MBANGA (L'Observateur)

Déo MULIMA (La Référence Plus)

Emmanuel MAKILA (The Post)

Pigistes (provinces)

Correspondants de Syfia/InterCongo média et de Panos Paris

Dessin

Patou BOMENGA

Lay-out et mise en page

ASIMBA BATHY